



**GROUPEMENT DE COMMANDES
COMMUNE DE MARCHEPRIME/CCAS DE MARCHEPRIME**

**ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE MONO-
ATTRIBUTAIRE POUR LES TRANSPORTS RECURRENTS ET
OCCASIONNELS**

REGLEMENT DE CONSULTATION (R.C)

**Date et heure limites de remise des offres : 23 mai 2025 à
12H00**

SOMMAIRE

Article 1 : Objet de la consultation	3
Article 2 : Missions.....	3
Article 3 : Conditions de la consultation	5
3.1 Etendue de la consultation	5
3.2 Durée du Marché - Délais d'exécution.....	5
3.3 Délai de validité des Offres.....	5
3.4 Modifications du cahier des charges	5
3.5 Variantes.....	5
3.6 Mode de règlement du marché.....	6
Article 4 : Groupements d'opérateurs économiques.....	6
Article 5 : Sous-traitance	7
Article 6 : Présentation des offres.....	7
Article 7 : Analyse des offres	9
Article 8 : Conditions d'envoi ou de remise des candidatures et des offres	10
Article 9 : Renseignements complémentaires.....	11
Article 10 : Litiges et différends	11

Article 1 : Objet de la consultation

Le présent marché, accord-cadre à bons de commande mono-attributaire passé selon un appel d'offre, concerne les **transports récurrents et occasionnels de la Commune de Marcheprime et du CCAS de Marcheprime**.

Les prestations, objet du présent marché, sont réparties en deux lots :

- Lot 1 : Transports scolaires, extra scolaires et périscolaires pour la Commune de Marcheprime
- Lot 2 : Transports de tourisme pour le CCAS de Marcheprime

Le montant maximum de commande est de :

- Lot 1 : 150 000€ HT/an
- Lot 2 : 4 000€ HT/an

Lieu de prestation des services : Les départs se feront depuis la Commune de Marcheprime.

Article 2 : Missions

Les missions confiées sont les suivantes :

Lot 1 : Transports scolaires, extra scolaires et périscolaires pour la Commune de Marcheprime

Trajets récurrents : Durant les jours de classe

Prix 1 : Restauration scolaire

Le transport aller/ retour de l'effectif de 6 classes (3 cars) au départ de l'école de Croix d'Hins située au 31 rue Croix d'Hins à Marcheprime vers la cantine de l'école du Bourg Maurice Fognet située 1 rue Jacques Blicq sur plusieurs trajets (soit 8 kms aller / retour), 4 jours par semaine sur 35 ou 36 semaines par an :

- Bus n°1 : Départ de l'école de Croix d'Hins à 11h40 et un retour à 12h45 de l'école Maurice Fognet
- Bus n°2 : Départ de l'école de Croix d'Hins à 11h50 et un retour à 12h55 de l'école Maurice Fognet
- Bus n°3 : Départ de l'école de Croix d'Hins à 12h00 et un retour à 13h05 de l'école Maurice Fognet sauf en cas d'activité sportives scolaires ou le retour s'effectuera à 15h via le prix 3.

Prix 2 : Séances natation

Le transport aller/ retour de l'effectif de 6 classes (3 cars) pour 10 séances, soit 30 trajets à l'année, au départ de l'école du Bourg Maurice Fognet située au 1 rue Jacques Blicq vers la piscine de Salles située au 7, chemin de Calvin (48 kms aller / retour).

Prix 3 : Activités sportives scolaires

Le transport de l'effectif de deux classes, deux fois par semaine de novembre n à avril n+1, au départ de l'école du Bourg Maurice Fognet à l'école de Croix d'Hins (4 kms aller) pour un départ vers 15h00 de l'école Maurice Fognet.

Trajets occasionnels :

Prix 4 : Sorties journées < 50 kms

Le transport aller/retour à la journée d'un effectif d'un car au départ des écoles ou des accueils de loisirs de Marcheprime qui peut se dérouler sur les semaines scolaires et pendant les vacances scolaires. Environ 20 trajets par an.

Prix 5 : Sorties journées > 50 kms < 100 kms

Le transport aller/retour à la journée d'un effectif d'un car au départ des écoles ou des accueils de loisirs de Marcheprime qui peut se dérouler sur les semaines scolaires et pendant les vacances scolaires. Environ 20 trajets par an.

Prix 6 : Sorties journées > 100 kms

Le transport aller/retour à la journée d'un effectif d'un car au départ des écoles ou des accueils de loisirs de Marcheprime qui peut se dérouler sur les semaines scolaires et pendant les vacances scolaires.

Prix 7 : Sorties demi-journées < 50 kms

Le transport aller/retour à la demi-journée d'un effectif d'un car au départ des accueils de loisirs de Marcheprime sur les mercredis et vacances scolaires. Environ 5 trajets par an.

Prix 8 : Sorties demi-journées > 50 kms

Le transport aller/retour à la demi-journée d'un effectif d'un car au départ des accueils de loisirs de Marcheprime sur les mercredis et vacances scolaires. Environ 5 trajets par an.

Prix 9 : Séjour

Le transport aller/ retour pendant quatre jours hors du département (Pyrénées) d'un effectif d'un car au départ de l'école du Bourg Maurice Fognet. Possible 1 fois par an.

Prix 10 : La Caravelle

Le transport aller à la demi-journée d'un effectif de six classes, deux fois dans l'année entre La Caravelle située au 37, Avenue Léon Delagrangé vers l'école de Croix d'Hins située au 31, rue de Croix d'Hins (4 kms aller).

Si possible prévoir un retour après 16h30 pour les sorties scolaires.

Lot 2 : Transports de tourisme pour le CCAS de Marcheprime**Trajets occasionnels :****Prix 1 : Sorties demi-journées < 50 kms Aller/Retour**

Le transport aller/retour à la demi-journée d'un effectif d'un car au départ de l'Eglise de Marcheprime qui peut se dérouler sur les semaines scolaires et pendant les vacances scolaires.

Prix 2 : Sorties journées < 50 kms Aller/Retour

Le transport aller/retour à la journée d'un effectif d'un car au départ de l'Eglise de Marcheprime qui peut se dérouler sur les semaines scolaires et pendant les vacances scolaires.

Prix 3 : Sorties journées > 51 kms < 100 kms Aller/Retour

Le transport aller/retour à la journée d'un effectif d'un car au départ de l'Eglise de Marcheprime qui peut se dérouler sur les semaines scolaires et pendant les vacances scolaires.

Prix 4 : Sorties journées > 101 kms < 500 kms Aller/Retour

Le transport aller/retour à la journée d'un effectif d'un car au départ de l'Eglise de Marcheprime qui peut se dérouler sur les semaines scolaires et pendant les vacances scolaires.

Prix 5 : Sorties journées > 500 kms Aller/Retour

Le transport aller/retour à la journée d'un effectif d'un car au départ de l'Eglise de Marcheprime qui peut se dérouler sur les semaines scolaires et pendant les vacances scolaires.

Article 3 : Conditions de la consultation

3.1 Etendue de la consultation

En application de l'article L.2113-6 du code de la commande publique, un **groupement de commandes** a été créé entre la Commune de Marcheprime et le CCAS de Marcheprime.

Le présent marché de services est un accord-cadre à bons de commande passé selon un appel d'offre ouvert, en application des articles L.2124-1, L.2124-2 et R.2124-2 du code de la commande publique, ainsi qu'aux prescriptions du CCAG-FCS.

Cet accord cadre est mono attributaire de services, il fixe toutes les conditions d'exécution des prestations. Conformément aux articles R.2162-13 et 2162-14 du Code de la commande publique, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par la Ville de Marcheprime ou par le CCAS de Marcheprime.

Nomenclature CPV pertinente :

60000000 : Services de transports (à l'exclusion du transport de déchets)

3.2 Durée du Marché - Délais d'exécution

Le présent marché s'exécutera à partir du 1^{er} septembre 2025 et durera 1 an.

Le marché est reconductible tacitement pour 2 fois 1 an. A l'issue de la dernière reconduction, plus aucune nouvelle commande ne pourra être réalisée en exécution de cet accord-cadre.

Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il doit prendre une décision expresse de non-reconduction, qu'il notifie au titulaire au plus tard 30 jours calendaires avant la date d'échéance de l'accord-cadre initial.

Le titulaire ne peut s'opposer à la non-reconduction de l'accord-cadre.

En cas de non-respect des délais décrits dans les bons de commandes émis, l'application de pénalités est prévue au CCAP.

3.3 Délai de validité des Offres

Le délai de validité des offres est fixé à 240 jours à compter de la date limite de réception des offres.

3.4 Modifications du cahier des charges

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date limite pour la remise des offres (à compter de la date d'envoi de la modification de détail au dossier de consultation), les modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

3.5 Variantes

La présentation de variantes à l'initiative du soumissionnaire n'est pas autorisée.

Aucune variante n'est prévue par l'acheteur.

Prestations supplémentaires éventuelles :

L'accord-cadre ne comporte aucune prestation supplémentaire éventuelle facultative ou obligatoire.

3.6 Mode de règlement du marché

Le candidat est informé que la collectivité souhaite conclure le marché dans l'unité monétaire suivante : l'euro. Les prestations, objet du présent marché, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s), seront réglées dans un délai maximum de paiement de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Article 4 : Groupements d'opérateurs économiques

Conformément à l'article R. 2142-19 du Code de la Commande Publique, les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer à la présente consultation.

Lors de la remise de la candidature et de l'offre, la forme juridique du groupement est laissée à la libre appréciation des candidats.

Le groupement pourra prendre la forme soit d'un groupement conjoint, soit d'un groupement solidaire.

Quelle que soit la forme juridique du groupement retenue par les candidats, la composition du groupement devra être détaillée et l'un des opérateurs économiques membre du groupement sera désigné comme mandataire. Ce mandataire représentera l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur et coordonnera les prestations des membres du groupement.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2142-26 du Code de la Commande Publique, la composition du groupement ne pourra pas être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Il pourra cependant être dérogé à ce principe en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition touchant l'un des membres du groupement ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait. Le groupement pourra alors demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées.

L'acheteur se prononcera sur la recevabilité de cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants et entreprises liées présentées à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement. Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en

qualité de membres de plusieurs groupements.

Article 5 : Sous-traitance

Le soumissionnaire présente dans son offre les sous-traitants dont l'intervention est envisagée, s'ils sont connus.

Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le soumissionnaire joindra :

- les pièces permettant de justifier des capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant lorsque le candidat ou l'un des membres du groupement candidat s'appuie sur la ou les capacités du sous-traitant proposé. Le candidat joindra à cet égard la preuve qu'il disposera des capacités de l'opérateur économique pour l'exécution du marché ;
- une déclaration indiquant que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner aux marchés publics ;
- le formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance) dans sa dernière mise à jour dûment complété et signé.

Article 6 : Présentation des offres

Chaque candidat devra produire à l'appui de sa candidature les éléments suivants :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le ou les candidats n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Oui
Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire	Oui

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Oui

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Liste des références avec à minima la description du contexte et de l'ampleur de l'opération	Oui
Une description du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public	Oui

Pour présenter leur candidature, **les candidats utilisent les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat)** disponibles gratuitement sur le site <https://www.collectivites-locales.gouv.fr/formulaires-a-telecharger-0>.

L'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le

formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé, en lieu et place des documents mentionnés aux articles R.2143-3 et R.2143-4 du Code de la Commande Publique. Un opérateur économique qui participe à titre individuel et qui ne recourt pas aux capacités d'autres entités pour remplir les conditions de participation doit remplir un DUME. Un opérateur économique qui participe à titre individuel, mais qui recourt aux capacités d'une ou de plusieurs autres entités, doit veiller à ce que le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice reçoive à la fois son DUME et un DUME distinct contenant les informations pertinentes pour chacune des entités auxquelles il fait appel ; à savoir les informations demandées dans les sections A et B de la partie II et la partie III, dûment rempli et signé par les entités concernés et dans la mesure où cela est pertinent, au vu des capacités auxquelles l'opérateur économique a recours, les parties IV et V. En cas de candidature sous forme de groupement d'opérateurs économiques, un DUME distinct indiquant les informations requises au titre des parties II à V doit être remis pour chacun des opérateurs économiques participants.

L'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature en utilisant le DUME électronique sous forme d'échange de données structurées. Le DUME est rédigé en français par les opérateurs économiques.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Les candidats devront remettre une offre comportant :

- L'Acte d'Engagement (AE) à compléter par le candidat,
- Le Bordereau des Prix Unitaires et le Détail Quantitatif Estimatif (BPU/DQE) à compléter par le candidat,
- Un mémoire technique composé de :
 - ↳ En ce qui concerne les moyens humains : Fournir les CV des personnes,
 - ↳ En ce qui concerne les capacités techniques et professionnelles : Joindre tous les certificats de capacités techniques et professionnelles pour des missions similaires sur les 3 dernières années.
 - ↳ En ce qui concerne la note technique : Joindre un mémoire justificatif complétant et/ou précisant les conditions envisagées pour la réalisation de la mission, ainsi que la méthodologie employée, le détail des missions que le candidat se propose de réaliser dans le cadre du marché : description, matériels utilisés, délai de réponse pour validation des documents et des réalisations, le nombre et la qualification du personnel en charge de la mission.

Documents à fournir par le candidat retenu

Au terme de la procédure, l'acheteur demandera à l'opérateur économique ou au mandataire du groupement d'opérateurs auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre de lui retourner :

- L'acte d'engagement dûment rempli, daté et signé par la personne habilitée à engager la société.
- Les attestations d'assurances reprises dans le CCAP
- Les documents justificatifs visés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la Commande Publique. Le cas échéant, il sera fait application des articles R. 2143-13 et R. 2143-15 du Code de la Commande Publique.

A défaut de produire ces documents dans un délai de 5 jours (15 jours pour les attestations d'assurances) à compter de la demande du pouvoir adjudicateur, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé. Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

Article 7 : Analyse des offres

Le choix de l'attributaire est fondé sur l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée sur 100 points en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération sous forme de pourcentage :

Rang	Critère de jugement des offres	Pondération
1	Prix	55 %
2	Valeur technique	40 %
3	Valeur environnementale	5 %

Chaque candidat se verra attribuer une note pour chaque critère.

Prix des prestations : (notation sur 55)

- Note maximum : **55** ;
- Note de l'offre : $(P \text{ de l'offre mini } / P \text{ de l'offre}) \times 55$

Valeur technique de l'offre : (notation sur 40)

Critère d'évaluation de la note technique	Barème
Le type de véhicules et le confort proposés (parc automobile/capacité des véhicules, etc)	/15
Accueil des personnes à mobilité réduite (1% par tranche de 10% de la flotte de véhicule pour un maximum de 50% de la flotte)	/5
Les équipements des véhicules proposés (équipement sécurité/équipement de confort hors sécurité, etc)	/10
Le service client (personne dédiée au suivi des bons de commande/commande par internet, téléphone ou fax/...)	/5
Référence sur des collectivités comparables (maximum 3 collectivités)	/5
TOTAL	/40

Valeur environnementale : (notation sur 5)

- Note maximum : **5** ;
- Véhicule certifié « Crit'Air » - 1 point par tranche de 10% de la flotte de véhicule pour un maximum de 50% de la flotte

A réception des offres, un premier classement sera établi, selon les critères de jugement des offres énoncés ci-dessus.

En cas de discordance constatée dans une offre, les erreurs de multiplication ou d'addition qui seraient constatées dans l'offre seront rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié qui sera pris en compte.

Le pouvoir adjudicateur attribuera le marché au candidat ayant obtenu la meilleure note.

Article 8 : Conditions d'envoi ou de remise des candidatures et des offres

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des plis indiquées sur la page de garde du présent document.

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur la plateforme de dématérialisation DEMAT AMPA (<https://demat-ampa.fr/entreprise>).

En revanche, la transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB...) n'est pas autorisée sauf pour les éventuelles copies de sauvegarde.

Le mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir les documents définis au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si un nouveau pli est envoyé par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : DOC, XLS, PDF, PPT, JPEG, OPEN OFFICE.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Les documents devront être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera, au choix du pouvoir adjudicateur, soit notifiée par voie dématérialisée, soit transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

La transmission des plis par voie électronique est obligatoire pour cette consultation.

Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

Article 9 : Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres, une demande écrite sur la plateforme de dématérialisation DEMAT AMPA (<https://demat-ampa.fr/entreprise>).

Une réponse sera alors adressée, par écrit, à toutes les entreprises ayant été consultées, 4 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Article 10 : Litiges et différends

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions du CCAG des marchés publics de Fournitures Courantes et Services.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal administratif de Bordeaux

Tél. : (+33) 5 56 99 38 00

Email : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes :

Tribunal administratif de Bordeaux

Tél. : (+33) 5 56 99 38 00

Email : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr